

# Une carte militante ravive les craintes avant le G7 d'Évian

**Sommet** Le plan, répertoriant des entreprises du canton et diffusé sur un site d'extrême gauche, alarme les milieux économiques qui y voient un appel à des déprédations.

**Aymeric Dejardin-Verkinder**

Une carte, des adresses précises et des repères disséminés dans tout Genève. Mise en ligne sur le site d'extrême gauche renverse.co sous le titre «Multinationales et autres fripouilles: carte au trésor», cette publication inquiète les milieux économiques genevois. Ils redoutent qu'un tel outil puisse servir de guide à des actes de vandalisme lors des mobilisations annoncées autour du G7 d'Évian.

La carte, hébergée sur Framacarte, apparaît comme un plan du centre-ville de Genève saturé de repères colorés. Elle se présente comme une liste de «(presque) toutes les multinationales dans le canton de Genève», mais aussi de «complices du capitalisme mondial» et de «lieux de socialisation des patrons».

## Des commentaires militants

Les catégories vont de la banque au luxe, en passant par le pétrole, la big tech, les assurances ou les «institutions du capitalisme mondial». Parmi les exemples cités figurent UBS, Vitrol, MSC, Trafifigura, Cartier ou encore Socar. Certaines fiches sont accompagnées de commentaires militants sur les sociétés visées.

Le mode d'emploi précise qu'«aucune vérification de la présence de caméras n'a été faite» et recommande d'ouvrir la carte avec Tor, un outil permettant d'anonymiser davantage sa navigation en ligne. La publication se termine par cette phrase: «Joyeux tourisme, on se réjouit de voir vos photos de vacances.» Pour les milieux économiques, ces formulations vont au-delà du simple répertoire militant.

À la Fédération des entreprises romandes (FER Genève), dont le siège est répertorié sur la carte militante, cette découverte conforte les inquiétudes déjà exprimées. Son directeur général adjoint, Robert Angelozzi, estime que cette carte «lé-



Mise en ligne sur le site renverse.co le 24 mars, la publication se veut être une liste de «(presque) toutes les multinationales dans le canton de Genève». À moins de trois mois du G7 d'Évian, la démarche inquiète. DR

gitime nos craintes ainsi que le bien-fondé de nos demandes, à savoir l'interdiction complète de toute manifestation durant la période du G7». «L'objectif de ces personnes n'est pas de manifester, mais bien de s'attaquer à des entreprises, des commerces ou des enseignes», constate le directeur adjoint.

Même tonalité à la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), dont les bureaux sont eux aussi épinglés. Son directeur général, Vincent Subilia, voit dans cet outil bien plus qu'un simple support militant. Il parle d'«un anticapitalisme primaire». À ses yeux, la publication désigne des acteurs économiques genevois comme «des cibles» dans un contexte déjà sensible à l'approche du G7.

Vincent Subilia estime aussi que la carte fonctionne comme «un GPS pour aller caillasser les possédants». Le directeur de la

CCIG affirme en outre que plusieurs descriptifs contiennent des erreurs, voire des éléments diffamatoires.

Les deux représentants demandent aux autorités de réagir face à une publication qu'ils considèrent comme un appel implicite à des déprédations.

Interpellée sur cette carte, la police genevoise dit «en avoir connaissance et affirme comprendre les interrogations et les inquiétudes que ce type de contenu peut susciter».

Elle indique être engagée sur le dossier du G7 depuis juillet 2025, en coordination avec la Confédération, les autres cantons et les autorités françaises. «Notre objectif est clair: assurer la sécurité de la population», rappelle-t-elle.

## Dans le flou

Cette découverte intervient alors que le flou demeure à moins de trois mois du sommet d'Évian.

Il y a quinze jours, la Ville s'inquiétait du «silence du Canton» et du manque de clarté sur le dispositif de sécurité, avec en toile de fond le souvenir des violences du G8 de 2003.

Dans la foulée, la FER réclamait l'interdiction de toute manifestation, la mise en place de protections physiques pour les entreprises et la création d'un mécanisme d'indemnisation rapide.

Or, à ce jour, ni la Ville ni les milieux économiques ne disent disposer d'instructions claires du Canton. Une manifestation de protestation est toujours «à l'étude». Selon nos informations, en cas de validation, le cortège serait alors tenu à l'écart des Rues-Basses.

Pour sa part, la Confédération assure qu'elle participera à hauteur de 80% au coût des mesures de sécurité incombant aux Cantons de Genève, de Vaud et du Valais.